

REGARDS



LUANDA LEAKS

L'ingénieure

Luc Caregari

Les Luanda Leaks révèlent les réseaux figolés par la fille de l'ex-président angolais, Isabel dos Santos, et son mari, Sindika Dokolo, pour faire transiter à travers le monde l'argent sorti de l'Angola. Le grand-duché a aussi été un relais pour le couple.

« Si je devais synthétiser en quelques mots qui je suis, je dirais que je suis : angolaise, femme, mère, cheffe d'entreprise et femme d'affaires » - c'est ainsi qu'Isabel dos Santos se présente au monde sur son site web. Née en avril 1973 à Bakou, en Azerbaïdjan, de José Eduardo dos Santos et Tatiana Kukanova, elle grandit en majorité à Londres, loin de la guerre civile qui ravage l'Angola sous la présidence de son père, lequel accède aux pleins pouvoirs en 1979, quatre ans après l'indépendance et la mort du premier président Agostinho Neto. Mais c'est bien avant la fin de la guerre - qui se termine en 2002, avec la mort du chef des rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, Jonas Savimbi - qu'Isabel dos Santos, la fille aînée du patriarche de l'Angola, commence à monter dans les sphères du pouvoir économique de son pays et au-delà.

Celle qui a étudié le génie électrique et la gestion d'entreprise à Londres va se faire un nom en tant

qu'ingénieure (c'est ainsi que l'appellent quelquefois ses collaborateurs et collaboratrices dans nombre de correspondances disponibles dans le leak) d'un système mondial de firmes. Les recherches de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) en dénombrent plus de 400 actives. Pendant des mois, 120 journalistes travaillant pour 36 médias dans 20 pays différents ont épluché les quelque 700.000 documents, mis à disposition par la PPLAAF (Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique). Les fichiers que la PPLAAF a reçus d'un lanceur d'alerte, et pour lesquels aucun centime n'a été versé, démontrent que l'histoire d'Isabel dos Santos en tant qu'entrepreneuse n'ayant jamais profité de ses liens avec le régime ne tient pas face à la réalité. Tout au contraire, la fille aînée de José Eduardo dos Santos a sciemment sapé les réserves publiques angolaises pour construire son business planétaire et devenir ainsi la première femme milliardaire africaine.

Mélange des intérêts privés et publics

Pour cela, elle a investi dans du solide : le pétrole, le BTP, les télécommunications, la grande distribution, les banques et - comme nous allons le voir - les diamants. Souvent, des privatisations de biens publics léga-



GWS20



Isabel dos Santos n'a pas qu'utilisé sa proximité familiale avec son père pour se mettre à la tête de la Sonangol, elle a régné sur un empire de plus de 400 firmes.

lisées par des décrets présidentiels étaient à l'origine des deals juteux. Profitant de la crise économique qui a frappé le Portugal à la fin de la dernière décennie, Isabel dos Santos a massivement investi dans l'ancienne puissance coloniale, mettant les autorités portugaises mal à l'aise maintenant que le public en sait plus sur la nature de cet argent. Car si le régime angolais avait une spécificité, c'était celle de mélanger les intérêts publics et privés. Cette façon de faire était une sorte de raison d'État sous José Eduardo dos Santos, et sa famille en a profité jusqu'ici. (Sur le régime dos Santos et les changements en Angola depuis la présidence de João Lourenço, lire aussi l'interview de l'autrice et journaliste Estelle Maussion à la fin de ce dossier.)

Ou plus précisément, elle en a profité jusqu'en 2017, quand le président dos Santos, sentant qu'il n'était plus physiquement capable de tenir les rênes du pouvoir pour une législature de plus (qui lui aurait cependant été acquise), fait quelque chose d'assez hors du commun - en tout cas, par rapport aux autres « présidents à vie » du continent africain : il organise une passation de pouvoir. Certes, João Lourenço est un dignitaire de son parti, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), et un ancien ministre de dos Santos. Mais le nouveau président incarne une

rupture, celle de la promesse de s'en prendre sérieusement à la corruption qui gangrène l'Angola.

La présidence Lourenço est aussi le début des problèmes pour la famille dos Santos, qui se croyait préservée des mauvaises surprises. Isabel dos Santos est éjectée de la tête de la Sonangol, la compagnie pétrolière nationale, et son frère José Filomeno dos Santos, que le père avait placé à la tête du fonds national souverain se retrouve derrière les barreaux et fait désormais face à une procédure à la Cour suprême de Luanda, après avoir fait un tour par la case prison.

La chute de la maison dos Santos

La descente aux enfers s'est précipitée ces derniers mois et depuis la publication dimanche dernier des Luanda Leaks dans la presse mondiale. Avoirs gelés, revendications de l'État angolais de plus d'un milliard de dollars, conférences annulées (dont une intervention au forum de Davos, en cours actuellement), l'étoile d'Isabel dos Santos n'est plus sur la pente ascendante. Ni celle de son mari et complice d'ailleurs : le nom de Sindika Dokolo, fils d'un ancien dignitaire du régime au Zaïre (devenu République démocratique du Congo), né en 1972 à Kinshasa d'une

diplomate danoise, est un homme d'affaires et collectionneur d'art (avec une exposition au Bozar de Bruxelles encore l'année dernière) qu'on retrouve dans de nombreux documents des Luanda Leaks. Et ce n'est que le début... Les ondes de choc commencent à atteindre certains des facilitateurs des dos Santos, comme le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (PWC), où selon le Guardian « des têtes pourraient tomber ».

Voilà pour le contexte. Mais comme l'ICI l'a mis en avant, son travail n'est pas uniquement une enquête sur la corruption en Angola ni une opération couverte derrière laquelle se cacheraient des intérêts politiques. Les Luanda Leaks servent avant tout à démontrer qu'il est toujours possible de détourner de l'argent public de façon systématique, puis de le faire disparaître dans un réseau de firmes et de fonds à l'international. C'est autant l'histoire des dos Santos que de celles et ceux qui leur ont prêté main-forte.

Si le grand-duché n'est pas au centre de cette investigation, quelque 5.380 documents des Luanda Leaks le mentionnent pourtant. Nous allons par la suite exposer deux des entités dont nous avons pu retracer l'histoire. Mais avant de continuer, une mise en garde s'impose : interrogés par l'ICI sur la teneur des révélations, Isabel dos Santos, Sindika Dokolo

comme leurs avocat-e-s ont continué à nier leur véracité, parlant même de « chasse aux sorcières ». Une défense à la Trump qui vaut ce qu'elle vaut.

Fonds d'investissement

C'est un de ces documents tellement limpides qui font vibrer le cœur de chaque journaliste qui se plonge dans une montagne de documents telle que celle des Luanda Leaks. Il ne contient pas uniquement des données et des noms, mais aussi toute l'histoire qui se trouve derrière. Ce document, c'est un projet de transaction secrète censé terminer un litige entre la Deutsche Bank Luxembourg (DBL) et Isabel dos Santos (tout comme sa mère Tatiana Kukanova, devenue Regan). L'objet du conflit est une sicav appelée « Investment Select Fund IV ». Et un des nombreux avantages de ce document est qu'il ne laisse aucun doute sur le fait qu'Isabel dos Santos a bel et bien été la bénéficiaire effective du produit financier en question. Une attribution qui aurait été impossible en ne consultant que les extraits publiés au Luxembourg Business Registry. Il semble bien qu'il s'agisse d'une « shelf company », véhicule financier prêt-à-porter que chaque paradis fiscal a au menu. Le fait que des fonds de même nom (numérotés en romain I à V) existent sans que

THEMA

rien ne puisse les rapprocher favorablement cette hypothèse.

D'ailleurs, le woxx a contacté un des avocats luxembourgeois mentionnés dans le document, plus précisément celui qui défendait les intérêts de la fille de l'alors président de l'Angola et de sa mère. S'il n'a pas voulu en dire plus sur la teneur de ce document - des échanges de mails entre lui et l'équipe d'Isabel dos Santos trouvés dans le leak suggèrent qu'il a laissé tomber l'affaire -, il a bien voulu confirmer, sous couvert d'anonymat, son authenticité.

La Deutsche Bank ne voulait plus connaître sa cliente

Voilà ce qu'il raconte : en été 2006, un apporteur d'affaires qui travaille sur base provisionnelle pour la Deutsche Bank, pour y attirer des « high-net-worth individuals », approche Isabel dos Santos lors d'un séjour à Paris pour lui offrir ses services et ceux de la DBL. L'affaire semble fonctionner pour les parties impliquées, car le 25 janvier 2007, l'Investment Select Fund IV est créé avec un conseil d'administration qui ne laisse transparaître aucun lien avec la réelle bénéficiaire économique ; par contre, le « head of corporate services » de la DBL à cette date y figure. Isabel dos Santos signe alors deux accords avec la DBL qui lui laissent l'autorité sur la

stratégie d'investissement de son argent. De son côté, elle s'engage à apporter au moins 25 millions d'euros dans la sicav - « fiduciairement gérée par la DBL ». Chose intéressante aussi, le document mentionne que pour entrer en relation d'affaires, la DBL a reçu une copie du passeport non seulement d'Isabel dos Santos, mais aussi de son mari Sindika Dokolo.

Mais les choses se corsent quand Isabel dos Santos apprend que dans les papiers de la DBL ce n'est plus elle, mais l'apporteur d'affaires (qui a aussi engrangé une belle commission de trois millions d'euros) qui serait juridiquement à l'origine de la sicav - bien que la bénéficiaire effective resterait inchangée. Sur ce, Isabel dos Santos se résout à liquider la sicav et à récupérer l'argent déjà investi - dix millions d'euros, toujours selon le document, une valeur confirmée par le rapport d'exercice 2007 consultable en ligne (quoique celui-ci parle de dollars et non pas d'euros). S'ensuit un imbroglio partiellement digne d'un thriller économique : rencontres à Monaco, visites à l'hôpital, documents antidatés mis en avant par la DBL. Dans une communication à Isabel dos Santos, l'apporteur d'affaires écrit texto : « Ils vont jusqu'à prétendre ne pas vous connaître. »

Ce qui est une phrase clé : la DBL avait-elle eu vent du contexte fami-

lial et politique de sa cliente et s'était-elle empressée de s'en débarrasser, même en prenant le risque de payer cher ? Isabel dos Santos demandait en effet au moins 6,5 millions d'euros plus intérêts sur le manque à gagner. La banque s'est-elle intéressée à l'origine des fonds investis ? Des questions que nous avons posées à la Deutsche Bank. Avec comme seule réponse émanant du responsable des relations médias Tim-Oliver Ambrosius : « Malheureusement, pour des raisons judiciaires, nous ne pouvons nous permettre de donner des informations sur des relations avec des clients potentiels ou réels. » Et de mettre en avant le secret bancaire. Si celui existe toujours, la législation prévoit tout de même des exceptions en cas de blanchiment ou de délit d'initié-e.

Puisque les employé-e-s de la DBL ou les avocat-e-s contacté-e-s par nos soins n'ont pas voulu répondre à nos questions, le mystère reste entier. Surtout que le document date de mars 2012, donc quatre ans après les faits litigieux. Il est mentionné encore en 2013 dans une liste des procès en cours dressée par l'équipe d'avocat-e-s d'Isabel dos Santos, et finalement l'Investment Select Fund IV n'a été rayé du Luxembourg Business Registry qu'en 2016 - donc dix ans après le début de l'histoire.

Diamants

L'autre entité identifiée au Luxembourg dans le cadre des Luanda Leaks a déjà fait couler beaucoup d'encre ces derniers jours. Il s'agit du joaillier suisse De Grisogono, dont la holding de contrôle est établie au grand-duché. Il faut néanmoins préciser que la société De Grisogono n'a pas été fondée ni par Isabel dos Santos ni par Sindika Dokolo. La De Grisogono Holding SA est immatriculée au Luxem-

bourg depuis mai 1999. Mais ce n'est qu'en 2012 qu'Isabel dos Santos et Sindika Dokolo décident d'investir dans l'entreprise - qui se trouvait dans une mauvaise passe à l'époque, surtout en ce qui concerne les dettes, et était donc heureuse d'accueillir de nouveaux partenaires stables en apparence. Le fondateur de la marque, Fawaz Gruosi, qui entretenait des relations amicales avec le couple, a dû en particulier se réjouir d'avoir trouvé de nouveaux sponsors.

L'entrée dans le capital de De Grisogono se fait par le biais d'un montage bien pensé et censé établir une nébuleuse quant à l'origine des fonds. Mais les documents trouvés dans les Luanda Leaks - et surtout une liste claire et nette des holdings et de leurs propriétaires - permettent de reconstruire le système. L'argent injecté dans le joaillier provient de deux sources : Sindika Dokolo (et par extension sa femme Isabel dos Santos) et l'entreprise publique angolaise Sodiam. L'argent de Sindika Dokolo fait un petit tour du monde, en passant par une holding suisse qui lui appartient à 100 pour cent, Exem Holding AG, pour ensuite passer à une sous-holding aux Pays-Bas, Melbourne Investments BV. De là, l'argent passe par deux firmes immatriculées à Malte : Victoria Limited et Victoria Holding Limited. Cette dernière appartient pour moitié à Sindika Dokolo et pour moitié à la Sodiam, donc l'État angolais en fin de compte.

Un projet de prestige pour le couple dos Santos et Dokolo

Victoria Limited appartient à son tour à 20,87 pour cent au fondateur de la marque Fawaz Gruosi et à 79,06 pour cent à la Victoria Holding Limited. Avec des actionnaires minoritaires, Sindika Dokolo entre majoritairement dans le capital de la holding

C'est Madame DOS SANTOS qui a signé pour ISF, ce qui prouve bien qu'elle en était le bénéficiaire économique final au Luxembourg.

En application du "Fiduciary Agreement", Madame DOS SANTOS devait apporter un minimum de 25 millions d'euros à investir dans la structure ISF, étant entendu que cet investissement serait géré pour son compte fiduciairement par DBL.

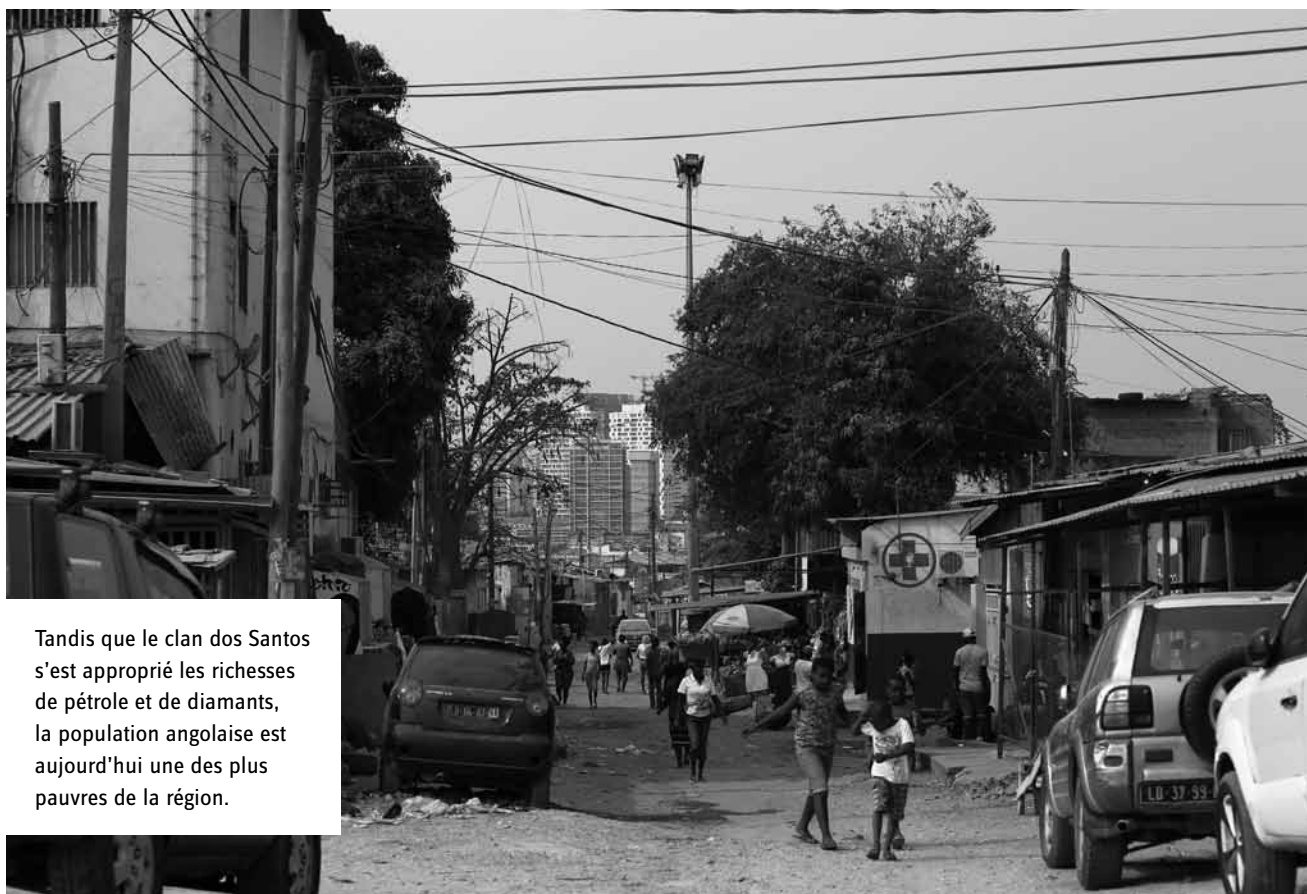
Conformément à l'article 1er, c'est Madame DOS SANTOS qui devait

de De Grisogono en 2012. Il est à noter que selon les documents que nous avons pu consulter, tout indique que la plus grande partie des investissements proviendrait des caisses de l'État angolais - et que la part de Sindika Dokolo ne serait que de 4 millions d'euros. Pour approfondir ce volet de l'histoire, nous renvoyons aux collègues de Radio France internationale, qui ont publié les détails - et les démentis de l'intéressé.

Le volet luxembourgeois de l'affaire est assez bien documenté - surtout si on met en parallèle les sources incluses dans les Luanda Leaks et les informations consultables sur le Luxembourg Business Registry.

Dans celui-ci, on peut voir comment les lieutenants d'Isabel dos Santos entrent dans la structure en 2012. Mario da Silva, Vasco Pires Rites et Jorge Manuel de Brito Pereira deviennent membres du conseil d'administration cette année-là. La comptabilité est confiée à une nouvelle fiduciaire luxembourgeoise en juillet. Selon le rapport annuel, la dette contractée par De Grisogono au Luxembourg auprès de la Victoria Holding à Malte est de 19,1 millions de francs suisses.

Mais cette opération ne semble pas s'être déroulée sans difficultés. En témoignent des changements fréquents dans les dépôts au registre luxembourgeois. Tout comme des documents de l'Administration des contributions directes (ACD), le fisc luxembourgeois, trouvés dans les Luanda Leaks. Parmi eux, au moins cinq rappels de taxes dues sur les années 2012 à 2015. Des sommes qui vont de quelque 14.000 euros à plus de 180.000 euros. Cela semble avoir stressé les responsables - une note de l'ACD réclamant de l'argent à De Grisogono est en effet marquée d'un grand point d'exclamation en exergue.



Tandis que le clan dos Santos s'est approprié les richesses de pétrole et de diamants, la population angolaise est aujourd'hui une des plus pauvres de la région.

Mais ce qui est plus intéressant encore, c'est la dette contractée auprès de la holding maltaise. De 19,1 millions de francs suisses en 2012, elle atteint 38,5 millions l'année suivante... pour disparaître des tableaux en 2014. A-t-elle été épongée par l'État angolais par le biais de la Sodiam ? Des transferts d'argent entre De Grisogono Luxembourg et la Sodiam le laissent du moins suspecter. Et le fait que l'État angolais réclame des sommes considérables, desquelles il se sent lésé, fait pencher pour cette explication.

Mauvais clients du fisc luxembourgeois

De toute façon, le rêve de faire de De Grisogono une des plus grandes marques de luxe, qui permettrait de mettre les diamants angolais en vitrine, a été un échec. L'entreprise n'a jamais atteint les chiffres que ses dirigeants envisageaient. Même les fêtes au festival de Cannes avec mannequins vedettes et stars hollywoodiennes (ils se sont tout de même payé Sharon Stone) n'ont pu inverser la vapeur - au contraire.

Comme un document, un « draft memorandum » pour être précis, émis par la branche de PricewaterhouseCoopers (PWC) de Lausanne et daté de juillet 2015 le démontre, la firme est dans de très mauvais draps. Le Big Four suggère dans ce document une restructuration des dettes et une simplification de la structure des hol-

dings pour remettre le navire à flot. Pour le contexte de cette recapitalisation planifiée, il est indiqué dans ce document que le but est d'« améliorer et stabiliser la situation financière de De Grisogono SA (la firme suisse qui appartient à cent pour cent à la holding luxembourgeoise, ndlr) en même temps que minimiser les conséquences pour les actionnaires directs et indirects au Luxembourg et à Malte ». S'ensuit une analyse de la situation de la structure ainsi que des options à prendre. Intéressant dans ce contexte : PWC indique ne pas avoir listé d'options impliquant de nouveaux fonds venant du groupe qui se cache derrière la structure, « parce que ce n'est pas souhaité ».

Le scénario luxembourgeois recommande tout simplement de liquider la holding. PWC note d'ailleurs que « selon la législation fiscale luxembourgeoise, les produits de la liquidation payés aux actionnaires de la firme liquidée ne sont pas considérés comme une distribution de dividendes au niveau de la firme liquidée. En conséquence, les produits de la liquidation payés par De Grisogono Luxembourg à ses actionnaires ne seraient pas sujets à la retenue à la source luxembourgeoise ». Mais vu que la holding n'a pas été liquidée, ni rayée - l'option ne semble pas avoir été envisagée.

Autre fait intéressant, le memorandum de PWC est adressé à Ricardo Rodrigues Morais Diz, le CFO (« chief financial officer ») de De Grisogono

en Suisse - avec une adresse à Plan-les-Ouates, dans le canton de Genève. C'est aussi Diz qui remplace les hommes de paille d'Isabel dos Santos et de Sindika Dokolo en 2018, lesquels quittent donc le navire. Quant à savoir à qui appartient la holding maintenant, ce sera au parquet luxembourgeois de le déterminer : De Grisogono au Luxembourg n'a pas rempli de formulaire au registre des bénéficiaires effectifs - s'exposant à des conséquences financières plutôt salées.

Que faut-il conclure de ces révélations ? Le Luxembourg n'est certes pas l'épicentre des Luanda Leaks - mais les documents prouvent bel et bien que pour construire leur empire offshore, Isabel dos Santos et Sindika Dokolo ont vu ce pays comme un rouage efficace, un relais de confiance et n'ont pas hésité à s'en servir. Et les mécanismes de contrôle et de gouvernance du grand-duché ne sont intervenus à aucun moment pour mettre en question l'origine de l'argent passé par sa place financière. Certes, il est difficile de contrôler l'énorme masse des holdings et sicav logées dans le pays - mais prétendre que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes n'est pas la solution. Surtout quand, en fin de compte, ce sont des Angolais innocents qui trinquent, avec l'aide de la finance internationale et du Luxembourg.